

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LUCIEN MARCH

## **Statistique annuelle du mouvement de la population de la France d'après les registres d'état civil au cours de l'année 1908**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 50 (1909), p. 465-473

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1909\\_\\_50\\_\\_465\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__465_0)

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 10. — OCTOBRE 1908

### I

#### STATISTIQUE ANNUELLE DU MOUVEMENT DE LA POPULATION DE LA FRANCE

D'APRÈS LES REGISTRES D'ÉTAT CIVIL AU COURS DE L'ANNÉE 1908

RÉSULTATS COMPARATIFS POUR UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS (*chiffres provisoires*)

(Extrait du Rapport publié au Journal Officiel du 3 juin 1909)

Dans le rapport relatif au mouvement de la population pendant l'année 1907 (1), nous avons expliqué comment les administrations locales, à qui incombait auparavant le dépouillement des actes de l'état civil, sont maintenant déchargées de ce soin. Leur fonction est limitée à la transmission des bulletins de déclaration à l'aide desquels sont rédigés les actes de l'état civil (2).

Le dépouillement complet de ces bulletins, effectué au centre, fournira les éléments d'une publication quinquennale.

Le compte rendu qui va suivre est limité aux indications sommaires que fournit la simple totalisation des bordereaux de transmission des bulletins établis en 1908.

On trouvera, dans le tableau ci-après, les résultats du calcul des excédents de naissances ou de décès et les nombres proportionnels par 10.000 habitants des nouveaux mariés, des naissances et des décès pour chaque département; les nombres proportionnels pour l'année 1907 ont été rappelés afin de permettre une rapide comparaison.

#### Balance des naissances et des décès

Pendant l'année 1908, la balance des naissances et des décès se solde par un excédent de 46.441 naissances.

L'excédent annuel moyen des naissances sur les décès constaté pendant la période quinquennale 1902-1907 a été de 34.802; mais, tandis que les années 1902 à 1906 avaient toutes donné un excédent des naissances sur les décès, dont la valeur avait, il est vrai, décré régulièrement de 83.944 en 1902 à 26.651 seulement en 1906, l'année 1907 s'était signalée par un excédent de décès.

(1) Voir numéro de septembre 1908 du présent Journal.

(2) Les bulletins et le bordereau qui les accompagne fournissent d'ailleurs aux communes, soigneuses de contrôler leur état démographique, un moyen commode de dresser le tableau de cet état avant de transmettre les bulletins à la préfecture.

Mouvement de la population en 1908 (récapitulation par départements)

Table with columns for DÉPARTEMENTS, EXCÉDENT DES NAISSANCES, DES DÉCÈS, DES MARIAGES, DES DIVORCES, DES EXCÉDENTS (1), and PROPORTIONS POUR 10.000 HABITANTS (subdivided into DES MARIAGES, DES DIVORCES, DES NAISSANCES, DES DÉCÈS, and DES EXCÉDENTS (1)). Rows list departments from Ain to Loire-Inférieure and a total for FRANCE ENTIERE.

(1) Le signe (+) devant la proportion calculée indique un excédent de naissances ; le signe (-) un excédent de décès.

C'est principalement à une importante diminution du nombre des décès que l'on doit de constater un excédent de naissances pendant l'année 1908 : le nombre des décès a été, en effet, inférieur de 48.266 au nombre de 1907; tandis que, d'une année à l'autre, le nombre des naissances n'a augmenté que de 18.067. La conséquence de ce double mouvement est que, à un excédent de 19.892 décès constatés en 1907, s'est substitué en 1908 un excédent de 46.441 naissances; ce qui représente pour l'excédent un écart total de 66.333.

L'accroissement relatif de la population pour 10.000 habitants, qui, de 18 p. 10 000 en moyenne de 1901 à 1905, s'était abaissé à 7 en 1906, avait fait place, en 1907, à une diminution de 5 p. 10.000, est, par suite, remonté durant l'année 1908 à 12 p. 10.000.

En 1908, on constate des excédents de naissances dans 45 départements, au lieu de 29 seulement en 1907; 42 en 1906 et 43 en 1905. Les départements où l'excédent, rapporté au chiffre de population légale, atteint les valeurs les plus fortes sont : Pas-de-Calais, 110 pour 10.000 habitants; Finistère, 86; Morbihan, 84; Nord, 64; Corse, 58; Vendée, 55; Lozère, Côtes-du Nord, 52; Landes, territoire de Belfort, 51; Basses-Pyrénées, 42; Corrèze, 40; Seine-Inférieure, 36; Vosges, 34; Haute-Loire, 33; Pyrénées-Orientales, 31; Cantal, Meurthe-et-Moselle, 30. Ces départements sont ceux qui donnaient les plus forts excédents, les années précédentes : pour chacun d'eux, sauf les départements du Finistère, des Vosges, de Meurthe-et-Moselle, de la Seine-Inférieure, la valeur de l'excédent a augmenté par rapport à celle constatée en 1907. Mais, en général, l'accroissement relatif de la population a été moins rapide durant l'année écoulée que pendant la période 1904-1906.

Cependant, ces divers départements ne contribuent pas de la même façon à l'accroissement naturel de la population. C'est grâce à une natalité élevée, avec une mortalité moyenne ou même importante, que le Pas-de-Calais, le Finistère, le Morbihan, la Meurthe-et-Moselle, la Seine-Inférieure enregistrent des excédents de naissances; tandis que c'est surtout à une très faible mortalité que sont dus les excédents constatés dans les Landes, la Corse, la Corrèze, le Cantal, la Haute-Vienne, la Vendée.

Dans 42 départements, on a enregistré plus de décès que de naissances; les départements à excédent de décès étaient au nombre de 58 en 1907 et de 45 en 1906.

Lorsque l'on classe les départements suivant la valeur relative de l'excédent des décès par rapport au chiffre de population légale, ceux qui fournissent les chiffres les plus élevés sont : Gers, 60 pour 10.000 habitants; Lot-et-Garonne, 57; Lot, Tarn-et-Garonne, 52; Yonne, 49; Orne, 43; Haute-Garonne, 42; Vaucluse, 32; Aube, 30; Côte-d'Or, 27; Eure, 24; Haute-Marne, 23; Gironde, Seine-et-Oise, Meuse, 22; Hautes-Pyrénées, 21; Gard, Calvados, 20.

Ces départements donnaient déjà les années précédentes de notables excédents de décès, et les excédents constatés en 1908 sont inférieurs à ceux de 1907, année relativement meurtrière. On peut remarquer dès maintenant, que la majeure partie de ces départements possèdent à la fois une faible natalité et une mortalité élevée.

En se reportant aux chiffres détaillés par arrondissements, on constate que sur 362 arrondissements, 195 ont donné des excédents de naissances, au lieu de 127 l'année précédente. Un certain nombre sont situés dans les départements où le nombre des décès l'emporte sur celui des naissances; ainsi, Pont-l'Évêque, Confolens, Châteaudun, Alais, Bazas, Villefranche-du-Lauraguais, Segré, Lure, Castres, Toulon, etc. Par contre, les arrondissements de Sceaux, Niort, Châlons-sur-Marne, Bergerac, Gannat, Besançon, Brioude, Nantes, Toul, Pau, etc., qui font partie de départements où le chiffre des naissances est plus considérable que celui des décès, fournissent des excédents assez importants de décès.

En valeur absolue les plus forts excédents de naissances ont été constatés dans les arrondissements de : Béthune (6.284, soit plus de un huitième du total des excédents constatés dans la France entière; Lille, 4.676; Paris, 2.907; Quimper, 2.714; Boulogne-sur-Mer, 2.259. Ce sont les arrondissements de Sceaux, 1.450; Bordeaux, 1.150; Toulouse, 1.132; Angers, 813; Amiens, 720, qui ont fourni les excédents de décès les plus élevés.

Les arrondissements où l'excédent des naissances, rapporté au chiffre de population légale, atteint les valeurs les plus fortes sont : Béthune, 176 pour 10.000 habitants;

Quimperlé, 147; Quimper, Briey, 135; Pontivy, 130; Châteaulin, 118; Boulogne-sur-Mer, 113; Sartène, 111; Mauléon, 110. Ceux qui fournissent les proportions les plus élevées pour la valeur relative de l'excédent des décès, se classent dans l'ordre suivant: Agen, 76 pour 10.000 habitants; Cahors, 75; Auch, 73; Lectoure, 68; Châtillon-sur-Seine; Villeneuve-sur-Lot, 65; Auxerre, 59; Condom, 56; Montauban, 55; Semur, Toulouse, 52.

En résumé, les seuls points du territoire où la natalité l'emporte sur la mortalité sont les régions du Nord, de la Bretagne, des frontières de l'Est, du Limousin et de la Corse.

Chaque nouvelle année voit les départements des bassins de la Garonne et du Rhône enregistrer plus de décès que de naissances et accentuer ainsi leur mouvement de dépopulation.

La comparaison des résultats internationaux fait d'ailleurs toujours ressortir la situation démographique défavorable de notre pays par rapport à celle des autres nations. On s'en rend compte immédiatement par l'inspection des deux tableaux ci-après où l'on a calculé l'excédent annuel des naissances sur les décès dans une dizaine de pays.

Bien que, dans les autres États, la natalité diminue actuellement comme en France, ces États conservent, grâce à leur avance antérieure, de forts excédents de naissances si à huit fois plus élevés que les nôtres, à nombre égal d'habitants. Tandis que l'excédent annuel moyen des naissances sur les décès pour 10.000 habitants, pendant la période quinquennale 1901-1905, ne dépassait pas 18 dans notre pays, il atteignait le chiffre de 106 en Italie, 113 en Autriche, 121 en Angleterre, 149 en Allemagne, 155 dans les Pays-Bas, etc. Depuis, tandis qu'en France les excédents tombaient à 7 pour 10.000 habitants en 1906, et à 5 en 1907, ils se maintenaient, grâce à une baisse de la mortalité, à peu près aux mêmes taux dans les pays ci-dessus. En se relevant au chiffre de 12, en 1908, la valeur proportionnelle de l'excédent de naissances constaté en 1908 est encore inférieure à sa valeur moyenne durant la période 1901-1905, neuf fois plus faible que dans le moins favorisé des pays figurant dans les deux tableaux ci-après :

ANNÉES et PÉRIODES	FRANCE	EMPIRE ALLERWARD	AUTRICHE	HONGRIE	BELGIQUE	ANGLETERRE et GALLES	PAYS-BAS	ITALIE	NORVÈGE	SUÈDE
<b>Excédent annuel des naissances sur les décès dans divers pays (Nombres absolus)</b>										
1898. . . .	83.860	816.871	288.126	182.443	73.464	371.024	74.952	387.609	32.128	60.574
1899. . . .	81.394	795.107	301.936	228.038	67.305	346.847	75.961	385.165	30.450	44.204
1900. . . .	85.988	759.757	309.259	237.284	64.743	339.232	70.568	298.459	31.217	51.993
1901. . . .	72.398	857.828	330.124	239.917	84.000	378.222	78.413	342.727	32.912	66.586
1902. . . .	83.944	902.243	327.840	231.681	76.541	404.971	82.480	365.893	34.099	57.642
1903. . . .	73.106	812.173	305.861	209.518	73.626	433.643	86.175	305.779	31.583	55.286
1904. . . .	57.026	862.664	319.097	244.963	72.215	395.605	84.404	336.827	31.488	54.800
1905. . . .	37.120	792.839	237.227	159.611	69.094	409.262	85.751	354.173	28.905	52.966
1906. . . .	26.651	910.275	310.520 (*)	229.163	67.837	403.800	87.693	374.103	30.102(*)	60.254
1907. . . .	19.892(*)	882.624	311.923 (*)	222.253 (*)	71.715(*)	393.821	88.156(*)	359.178 (*)	27.900(*)	58.465(*)
1908. . . .	16.441(*)	»	»	»	»	»	»	»	»	58.407(*)
<b>Excédent annuel moyen des naissances sur les décès pour 10.000 habitants</b>										
1821-1825	67	»	»	»	»	»	»	»	150	137
1826-1830	50	»	»	»	»	»	»	»	139	84
1831-1835	46	»	»	»	69	»	»	»	111	93
1836-1840	48	»	74	»	85	»	»	»	78	81
1841-1845	54	106	86	»	94	109	195	»	130	111
1846-1850	23	81	6	»	35	95	31	»	121	99
1851-1855	20	74	23	»	70	112	89	»	152	101
1856-1860	28	104	100	»	87	126	65	»	165	120
1861-1865	38	109	89	»	90	125	106	»	133	134
1866-1870	15	93	70	»	62	129	101	66	185	92
1871-1875	5	107	67	»	92	135	106	61	127	124
1876-1880	29	131	82	77	102	146	135	75	151	120
1881-1885	25	113	79	114	102	141	134	106	140	119
1886-1890	11	121	88	115	91	125	131	103	138	124
1891-1895	1	130	96	96	88	118	129	105	185	108
1896-1900	13	147	116	115	109	115	150	110	146	108
1901-1905	18	149	113	110	107	121	155	106	141	106
1906. . . .	7	149	124 (*)	118	93	117	156	113	131(*)	113
1907. . . .	5(*)	142	112 (*)	111 (*)	98(*)	113	154(*)	106 (*)	121(*)	109(*)
1908. . . .	12(*)	»	»	»	»	»	»	»	»	108(*)

(\*) Nombres provisoires.

## Marriages

On a enregistré 315.928 mariages en 1908 ; c'est le chiffre le plus élevé qui ait été constaté depuis 1873, où l'on en avait célébré 321.238. L'augmentation est de 4.172 par rapport au chiffre de 1907, lequel était lui-même supérieur de 8.269 au nombre de 1906.

La proportion des nouveaux mariés va donc en croissant : elle a passé de 153 pour 10.000 habitants en 1904, à 160 en 1907, pour atteindre 161 pendant l'année écoulée. Il y a relativement peu de pays où la nuptialité soit plus élevée.

Par rapport à 1907, le nombre des mariages a augmenté dans 46 départements : les plus fortes augmentations en valeur absolue ont été constatées dans les départements suivants : Seine, 722 mariages en plus ; Gironde, 402 ; Tarn-et-Garonne, 247 ; Loire-Inférieure, 221 ; Loire, 201. Parmi les 40 départements où le nombre des mariages a diminué se classent : Nord, 942 mariages en moins ; Aisne, 232 ; Eure, 160 ; Pas-de-Calais, 145 ; Indre-et-Loire, 132 ; Morbihan, 126 ; Ardennes, 119 ; Somme, 114. Dans la Charente-Inférieure, il a été célébré le même nombre de mariages en 1908 et en 1907.

Signalons la forte augmentation du nombre des mariages dans le Tarn-et-Garonne où la proportion des nouveaux mariés pour 10.000 habitants a passé de 126 en 1907 à 152 en 1908 et dans les Pyrénées-Orientales où elle a crû de 157 à 171.

Les départements où la proportion des nouveaux mariés pour 10.000 habitants atteint les valeurs les plus fortes sont : Seine, 217 ; Nord, 181 ; Pas-de-Calais, 179 ; Seine-Inférieure, 176 ; Pyrénées-Orientales, 171 ; Marne, 167 ; territoire de Belfort, 166 ; Loire, Meurthe-et-Moselle, 165 ; ceux où cette proportion est la plus faible sont : Corse, 118 pour 10.000 habitants ; Hautes-Pyrénées, Basses-Alpes, Savoie, 129 ; Alpes-Maritimes, 130 ; Basses-Pyrénées, Ariège, 131 ; Hautes-Alpes, 134 ; Gers, 135. En comparant ces résultats à ceux des années précédentes, on s'aperçoit que les départements où l'on se marie peu ou beaucoup demeurent à peu près les mêmes : forte nuptialité dans les départements industriels, tandis que l'on se marie beaucoup moins dans les pays montagneux, qui donnent lieu, comme on le sait, à une notable émigration de la population adulte attirée vers les centres industriels.

## Divorces

Le nombre des divorces transcrits sur les registres de l'état civil s'est accru constamment depuis 1900. On a, en effet, constaté 11.515 divorces pendant la dernière année écoulée au lieu de 10.938 en 1907, soit une augmentation de 577 divorces. Il n'y en avait eu que 10.573 en 1906, 10.019 en 1905 et seulement 7.157 pendant l'année 1900.

Le rapport du nombre des nouveaux divorcés au chiffre de la population légale est de même en augmentation continue : la proportion des nouveaux divorcés pour 10.000 habitants, qui ne dépassait pas 3,68 en 1900, a atteint 5,38 en 1906, 5,57 en 1907 et 5,87 l'an dernier.

## Naissances

En 1908, on a enregistré 791.712 naissances d'enfants vivants au moment de la déclaration ; en outre on a compté 37.154 mort-nés ou enfants morts avant la déclaration de naissance, soit un total de 828.866 naissances. La proportion est de 211 pour 10.000 habitants ; elle est un peu supérieure à la proportion de 1907 (207 pour 10.000), mais inférieure à celles des années précédentes : 215 en 1906, 216 en 1905, 230 en 1901.

Le nombre des enfants déclarés vivants en 1908 est supérieur de 18.067 au nombre correspondant de 1907. Pendant le premier semestre de l'année (1), l'accroissement des naissances entre 1907 et 1908 a été de 8.657 ; l'accroissement a donc été légèrement plus élevé durant le second semestre. Le nombre des enfants nés vivants en 1908 reste

---

(1) *Journal officiel*, numéros des 17 et 20 janvier 1909.

néanmoins inférieur de 15,135 unités au chiffre des naissances constatées en 1906 et de 48.131 unités à la moyenne annuelle de la période décennale 1896-1905. Encore convient-il de remarquer que 1908 est une année bissextile. Depuis le début du dix-neuvième siècle, les années 1907 et 1908 sont les seules qui ont fourni un nombre d'enfants nés vivants inférieur à 800.000. La proportion de ces enfants pour 10.000 habitants est de 202 en 1908 au lieu de 197 en 1907, 205 en 1906 et 220 en 1904.

Par rapport à 1907 le nombre des naissances d'enfants vivants a diminué dans douze départements seulement. Sont parmi ceux où cette diminution atteint les plus fortes valeurs absolues : Bouches-du-Rhône, 404 naissances en moins ; Marne, 268 ; Nord, 242 ; Finistère, 138 ; Oise, 132 ; Seine-Inférieure, 114 ; Meuse, 112. Par contre, il y a eu augmentation du nombre des naissances dans 75 départements, parmi lesquels : Pas-de-Calais, 728 naissances en plus ; Côtes-du-Nord, 727 ; Seine, 717 ; Rhône, 667 ; Dordogne, 654 ; Morbihan, 648 ; Vendée, 634.

Les départements où, en 1908, le nombre des enfants déclarés vivants pour 10.000 habitants atteint les valeurs les plus considérables sont : Pas-de-Calais, 292 ; Finistère, 285 ; Morbihan, 265 ; Seine-Inférieure, 256 ; Côtes-du-Nord, 254 ; Meurthe-et-Moselle, 246 ; Nord, 238 ; territoire de Belfort, 235 ; Vosges, 234 ; Doubs, 225. Le taux a été le plus faible dans les départements suivants : Gers, 138 ; Lot-et-Garonne, Yonne, 148 ; Lot 156 ; Tarn-et-Garonne, Nièvre, 157 ; Gironde, 160 ; Côte-d'Or, 161 ; Allier, 162 ; Haute-Garonne, Puy-de-Dôme, 163.

On voit, d'après ces chiffres, que les départements à forte ou à faible natalité sont, à peu d'exceptions près, les mêmes que les années précédentes, et sont situés : les premiers, dans les régions du Nord, de la Bretagne et de l'Est ; les seconds, dans la vallée de la Garonne et la Bourgogne.

Si l'on examine les résultats par arrondissements, on constate des écarts bien plus considérables, les proportions calculées variant presque du simple au triple, en partie au moins à cause de la composition variable de la population.

### Mort-nés

Le nombre des mort-nés ou enfants morts avant la déclaration de naissance s'est élevé à 37.154 pendant l'année 1908 au lieu de 36.753 en 1907 et 37.326 en 1906.

Le nombre proportionnel des mort-nés est resté le même que l'année précédente, soit, pour la France entière : 9 pour 10.000 habitants.

### Reconnaisances d'enfants illégitimes

Pendant l'année 1908, 43.887 enfants illégitimes ont été reconnus soit par le père, soit par la mère, au lieu de 42.343 en 1907. Les années précédentes, la statistique ne faisait connaître que le nombre des enfants illégitimes reconnus par le père sur l'acte de naissance : ce nombre a été de 11.546 en 1905 et 11.782 en 1905.

### Décès

745.271 décès ont été enregistrés en 1908 ; ce nombre est inférieur de 38.108 à la moyenne annuelle de la période décennale 1896-1905 et de 48.266 au nombre de 1907. Par suite, le nombre des décédés pour 10.000 habitants, qui s'élevait à 202 en 1907, 199 en 1906 et 202 pendant la période 1896-1905, s'est abaissé à 190 pendant la dernière année écoulée. C'est le coefficient le plus bas constaté en France depuis le début du vingtième siècle.

Il convient de remarquer qu'un revirement s'est produit au cours du second semestre de l'année : tandis que les six premiers mois avaient donné 55.878 décès de moins que le nombre constaté dans les six premiers mois de l'année 1907, on a enregistré, au contraire, pendant le deuxième semestre de la dernière année écoulée, 7.612 décès de plus

que durant le semestre correspondant de l'année précédente, qui, il est vrai, avait donné un chiffre de décès exceptionnellement réduit. Les résultats favorables du premier semestre 1908 ont été en partie annihilés par ceux du second. Cependant l'abaissement de la mortalité, constaté pour l'année entière, a été général. Par rapport à 1907, le nombre des décès s'est abaissé dans 73 départements et n'a augmenté que dans 14 seulement. Parmi ceux où l'augmentation atteint les plus fortes valeurs absolues, on peut citer : Meurthe-et-Moselle, 679 décès en plus ; Oise, 534 ; Somme, 482 ; Meuse, 371 ; Vosges, 253 ; Cher, 232. Les plus fortes diminutions en valeur absolue ont été constatées dans les départements suivants : Seine, 3.350 décès en moins ; Bouches-du-Rhône, 1.893 ; Ille-et-Vilaine, 1.744 ; Manche, 1.634 ; Isère, 1.627 ; Ardèche, 1.584 ; Saône-et-Loire, 1.573 ; Nord, 1.549.

Eu égard au nombre des habitants, les départements où l'on a constaté en 1908 les plus faibles proportions de décès sont : Creuse, 146 décès pour 10.000 habitants ; Landes, 151 ; Allier, 153 ; Corse, 160 ; Indre, 162 ; Corrèze, 163 ; Cantal, 164 ; Nièvre, 165 ; Haute-Vienne, Saône-et-Loire, 166 ; Vienne, Vendée, 167 ; Cher, 168. Tous ces départements avaient déjà une faible mortalité les années précédentes. Ceux où la proportion des décès enregistrés en 1908 atteint les plus fortes valeurs par 10.000 habitants sont : Calvados, 222 décès pour 10.000 habitants ; Seine-Inférieure, 220 ; Eure, 217 ; Meurthe-et-Moselle, 216 ; Seine-et-Oise, Bouches-du-Rhône, Orne, 214 ; Vaucluse, 211 ; Tarn-et-Garonne, 209 ; Lot, Alpes-Maritimes, 208. La mortalité s'est beaucoup plus abaissée dans les départements de la Gascogne et de la vallée du Rhône que dans les départements de la Basse-Normandie. Aussi ce sont ces derniers qui ont fourni, l'an passé, les proportions de décès les plus élevées ; ils comprennent d'ailleurs la majeure partie des arrondissements où la mortalité semble excessive.

Un tableau annexé au rapport fournit les nombres de décès enregistrés dans les divers arrondissements. Ces derniers sont particulièrement intéressants parce que les arrondissements d'un même département sont parfois de caractères très différents quant à la topographie, au climat, à l'industrie, etc. Les arrondissements à forte mortalité comprennent le plus souvent les localités à mortalité excessive ; le tableau des décès par arrondissement peut donc fournir d'utiles indications pour l'application de la loi de 1902 sur la protection de la santé publique, qui prescrit de comparer à la mortalité générale la mortalité des différentes localités.

Pour que cette comparaison puisse s'opérer suivant une méthode rigoureuse, il y aurait lieu de tenir compte de la proportion des enfants en bas âge et des vieillards existant au sein de la population. Il importe aussi, avant tout, de tenir compte du nombre des habitants, car le taux de mortalité peut plus facilement s'écarter du taux moyen dans une petite agglomération que dans une grande.

### Statistique Internationale

Pour terminer ce compte rendu, nous passerons rapidement en revue l'état des mariages, des naissances et des décès, dans une cinquantaine d'États, depuis 1900.

Les tableaux des mouvements de la population de ces divers États renferment : le premier, des nombres absolus ; le second, des nombres proportionnels.

*Mariages.* — Le rapport du nombre des nouveaux mariés au chiffre total de la population permet de comparer la tendance au mariage dans les différents pays.

Pendant la période 1900-1907, les pays où le coefficient de nuptialité a atteint les valeurs moyennes les plus élevées sont : Serbie, 206 pour 10.000 habitants ; Michigan, 203 ; Bulgarie, 193 ; Australie occidentale, 181 ; Massachusetts, 178 ; Vermont, 177 ; Hongrie, 176 ; Russie, 174 ; Roumanie, 171 ; Saxe, 169. — Durant la même période, les pays à faible nuptialité ont été : Mexique, 89 ; les Républiques sud-américaines (Uruguay, 96 ; Chili, 103 ; Argentine, 122) ; Irlande, 103 ; les pays du nord de l'Europe : Suède, 120 ; Norvège, 124 ; Finlande, 132.



Le coefficient calculé pour la France (154) est inférieur à ceux de la Belgique (163), de l'Allemagne (162), de l'Autriche (157), de l'Angleterre (157); supérieur à ceux des Pays-Bas (151), de l'Italie (149), du Portugal (138); sensiblement égal à ceux de la Suisse (153), de l'Espagne (157).

Les pays du nord de l'Europe (Suède, Norvège, Finlande, Écosse) présentent une faible nuptialité. Au contraire, les pays où le coefficient de nuptialité s'élève aux valeurs les plus considérables sont ceux situés à l'est de l'Europe et dans la péninsule des Balkans. Seul, parmi les nations méridionales, le Portugal fournit une proportion de mariages du même ordre que celles observées dans les États scandinaves.

Le coefficient de nuptialité est assez stable dans la plupart des États européens; les variations extrêmes pour 10.000 habitants sont : Angleterre, Écosse, Pays-Bas, Suède, Suisse, 8; Irlande, France, 9; Finlande, 10; Italie, Allemagne, 12.

Dans les pays hors d'Europe et dans les États balkaniques, les variations sont plus fortes : Serbie, 86; Roumanie, 73; Bulgarie, 62; Australie occidentale, 41; Chili, 30; République Argentine, 24; Uruguay, 22.

Signalons l'important accroissement du nombre des mariages célébrés en Roumanie : de 51.191 en 1905, ce nombre s'est élevé à 70.263 en 1907; la proportion des nouveaux mariés pour 10.000 habitants a passé de 158 à 210, soit 33 % en plus.

Depuis 1900, le taux de nuptialité a décliné dans la plupart des pays considérés : Belgique, Allemagne, Autriche, Angleterre, Écosse, Norvège, Japon, Serbie. Dans d'autres, notamment en Bulgarie, Hongrie, Irlande, France, Nouvelle-Zélande, et dans les républiques sud-américaines, il a, au contraire, tendance à se relever.

*Naissances.* — Les coefficients de natalité sont notablement différents suivant les pays. La France, les États du Maine et de Vermont, l'Irlande, occupent les dernières places dans le classement des États portés au tableau, avec respectivement 210, 209, 210 et 230 enfants nés vivants pour 10.000 habitants, durant l'année moyenne de la période 1900-1907.

La natalité est beaucoup plus grande dans les 50 gouvernements de la Russie d'Europe : 448; dans les pays des Balkans : Bulgarie, 414; Serbie, Roumanie, 396. Après ces États se rangent la Hongrie (371), les États de langue allemande : Autriche, 355; empire allemand, 340; mais on remarquera que la natalité est bien moins élevée en Alsace-Lorraine (294) et Hesse (316) qu'en Prusse (346) et Bavière (356).

Des pays méridionaux de l'Europe, c'est l'Espagne qui possède la natalité la plus considérable; elle dépasse même celle de l'Allemagne, atteignant 344 pour 10.000 habitants; les États de l'Amérique latine fournissent également des coefficients élevés, voisins de celui de l'Espagne (Chili, 361; Argentine, 345; Mexique, 349).

L'Italie, le Japon, la Finlande, les Pays-Bas, le Portugal, l'Uruguay ont des coefficients compris entre 300 et 315. En ce qui concerne l'Angleterre, l'Écosse et les pays de l'Europe septentrionale (Norvège, Danemark, Suède) les taux sont très voisins entre eux et varient entre 261 et 289.

Parmi les divers États européens, le pays qui fournit, après la France et l'Irlande, le coefficient le plus faible, est la Suède (261). La différence est donc encore considérable. Il est intéressant de constater que la Suède et l'Irlande, qui se distinguent par leur faible natalité, sont aussi ceux des États européens où la nuptialité s'abaisse à un taux anormal; en France, au contraire, la nuptialité atteint une valeur moyenne.

On peut également remarquer que les divers États de l'Australie ont une natalité sensiblement égale à celle de l'Angleterre.

Dans tous les pays (sauf l'Irlande, la Bulgarie, la Roumanie, les pays de l'Amérique du Nord — Connecticut, Maine, Vermont, Michigan), la natalité a baissé de 1900 à 1907, continuant ainsi le mouvement général de la période 1830-1900. Mais, pour l'Amérique du Nord au moins, la hausse n'est sans doute qu'apparente : pour le Michigan, elle provient d'un meilleur enregistrement des naissances : la nouvelle loi sur la déclaration et l'enregistrement des naissances, mise en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1906, a produit une augmentation d'environ 10.000 naissances. Dans de telles conditions on ne peut comparer le nombre de 1906 avec les chiffres précédents, qui sont certainement trop faibles et devraient

être probablement augmentés d'une quantité à peu près égale à l'accroissement constaté de 1905 à 1906 ; on ne peut non plus considérer les oscillations des chiffres antérieurs à l'année 1906 comme représentant les variations de la natalité dans cet État.

La baisse de la natalité n'est donc pas un phénomène particulier à notre pays ; même dans certains États la décroissance est plus rapide. Si, en effet, elle a atteint en France environ 8 %, par rapport au coefficient calculé pour 1900, elle a été un peu supérieure en Hongrie, Angleterre ; elle a atteint 10 % dans l'empire allemand, 13 % en Belgique et 20 % en Saxe, où le taux de la natalité s'est abaissé de façon continue de 381 en 1900 à 305 en 1907. La Saxe, qui était l'État de l'empire allemand possédant la plus forte natalité au commencement de ce siècle, vient maintenant après la Bavière, la Prusse, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade.

Cependant, dans tous les pays considérés, comme nous l'avons vu, le coefficient de natalité est encore bien supérieur à celui de la France ; les excédents des naissances sur les décès y sont considérables, tandis qu'en France ils sont presque nuls ou même négatifs.

*Décès.* — En moyenne, on a enregistré en France, pendant la période 1900-1907, 200 décès pour 10.000 habitants, soit une mortalité un peu supérieure à celle de l'empire allemand (197).

Durant la même période, les coefficients moyens de mortalité calculés pour les pays figurant au tableau international, varient du simple au triple. Ces coefficients sont surtout faibles dans les pays d'immigration.

De 99 en Nouvelle-Zélande, le coefficient s'élève jusqu'à 308 au Chili, 316 en Russie d'Europe, 337 au Mexique. Ces trois États sont ceux où la mortalité est la plus forte. A l'autre extrémité de l'échelle, parmi les nations ayant un coefficient de mortalité inférieur à 200, figurent : la Nouvelle-Zélande (99), les divers États du Commonwealth australien (les coefficients varient de 106 pour l'Australie du Sud à 125 pour l'État de Victoria), la Norvège (145), le Danemark (148), la Suède (154), les Pays-Bas (159), l'Angleterre (161).

Les États européens autres que la Russie, qui, pendant la période 1900-1907, ont eu une mortalité moyenne élevée, sont l'Espagne et la Hongrie (260), la Roumanie (253), l'Autriche (240), la Bulgarie (225), l'Italie (218).

La comparaison n'est pas favorable à la France, surtout si l'on rapproche les coefficients de natalité des coefficients de mortalité. La mortalité est, dans une certaine mesure, en relation avec la natalité, par suite de la forte proportion des décès d'enfants en bas âge. Or, la France, où le taux de natalité a été de 210 pour 10.000 habitants pendant la période 1900-1907, fournit, durant cette même période, une proportion de décès supérieure à celles de l'empire allemand, de l'Angleterre et des pays scandinaves, dont les coefficients de natalité varient de 261 à 340.

La mortalité diminue d'ailleurs dans tous les pays d'Europe. La baisse est plus rapide en Belgique, Allemagne, Angleterre et dans les pays scandinaves qu'elle ne l'est en France et dans les États du sud et de l'est de l'Europe. La mortalité a relativement diminué le plus dans les pays où elle était déjà faible : on pourrait sans doute l'abaisser au moins dans les mêmes proportions, dans les autres pays.

*Le chef de la Statistique générale de la France,*  
LUCIEN MARCH.

---